



Retour à la normale

Retraites, un sujet pour le prochain quinquennat

Le recul de l'âge de la retraite a pour effet à court terme une hausse du chômage



©Freepik



Mécomptes publics, François Ecalte

Le président de la République et le gouvernement pourraient bientôt annoncer des mesures visant à faire reculer l'âge de départ en retraite des Français.

De telles mesures sont souvent justifiées par la perspective de déficits importants des régimes de retraite dans les prochaines années, mais les projections du conseil d'orientation des retraites montrent qu'ils devraient rester inférieurs à 0,3 point de PIB (7 Mds € aujourd'hui) dans les 15 à 20 prochaines années – ce qui peut paraître relativement faible au regard du déficit public actuel – puis se transformer en excédents.

“Les régimes de retraite devraient rester inférieurs à 0,3 point de PIB dans les 15 à 20 prochaines années – ce qui peut paraître relativement faible au regard du déficit public actuel – puis se transformer en excédents”

Ce résultat n'est cependant obtenu qu'en supposant le maintien de subventions de l'État aux régimes spéciaux, à hauteur d'environ 2 points de PIB par an, et le maintien des règles actuelles d'indexation qui conduiront à une forte baisse du taux de remplacement des revenus d'activité par les pensions dans les prochaines années. Or cette baisse du taux de remplacement n'est pas très crédible car il sera difficile de résister à la pression politique en faveur de règles plus favorables aux retraités.

En tout état de cause, reculer l'âge de départ en retraite contribuerait à réduire le déficit global des administrations publiques et à maîtriser une dette publique dont nous devons reprendre le contrôle.

Pas avant 2023

Le principal intérêt d'une telle réforme est en effet de contribuer à augmenter l'emploi et la production à moyen terme, ce qui est contre-intuitif quand on a en tête une logique malthusienne selon laquelle une augmentation de la population active se traduit nécessairement par une hausse du chômage. C'est vrai à court terme, mais Malthus a tort à long terme.

Le dynamisme de la population active est un facteur de croissance à long terme, notamment parce qu'il permet de partager le coût des retraites entre des actifs en plus grand nombre. Le recul de l'âge minimal de départ dans les années 2010-2018 a d'ailleurs entraîné une hausse du taux d'emploi des seniors en France, et celui-ci reste inférieur à celui des autres pays européens seulement parce que les Français partent encore bien plus tôt en retraite.

“Le principal intérêt d'une telle réforme est en effet de contribuer à augmenter l'emploi et la production à moyen terme, ce qui est contre-intuitif quand on a en tête une logique malthusienne selon laquelle une augmentation de la population active se traduit nécessairement par une hausse du chômage”

Une telle réforme entraînant une hausse du chômage à court terme, il faudra néanmoins l'engager à un moment où la situation sanitaire et économique sera redevenue “normale”, ce qui ne sera probablement pas le cas avant 2023. C'est donc une réforme à faire pendant le prochain quinquennat, ce qui n'interdit pas de la programmer dès maintenant dans une loi en conditionnant sa mise en œuvre par une situation économique favorable. Inscrite dans la loi ou dans le programme électoral du prochain président, puis validée par la nouvelle majorité parlementaire, elle aura toute la légitimité politique souhaitable.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalle.